

Zeitschrift:	Revue économique franco-suisse
Herausgeber:	Chambre de commerce suisse en France
Band:	55 (1975)
Heft:	4
Vorwort:	Éditorial : situation économique de la Suisse et dialogue Nord-Sud
Autor:	Graber, Pierre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



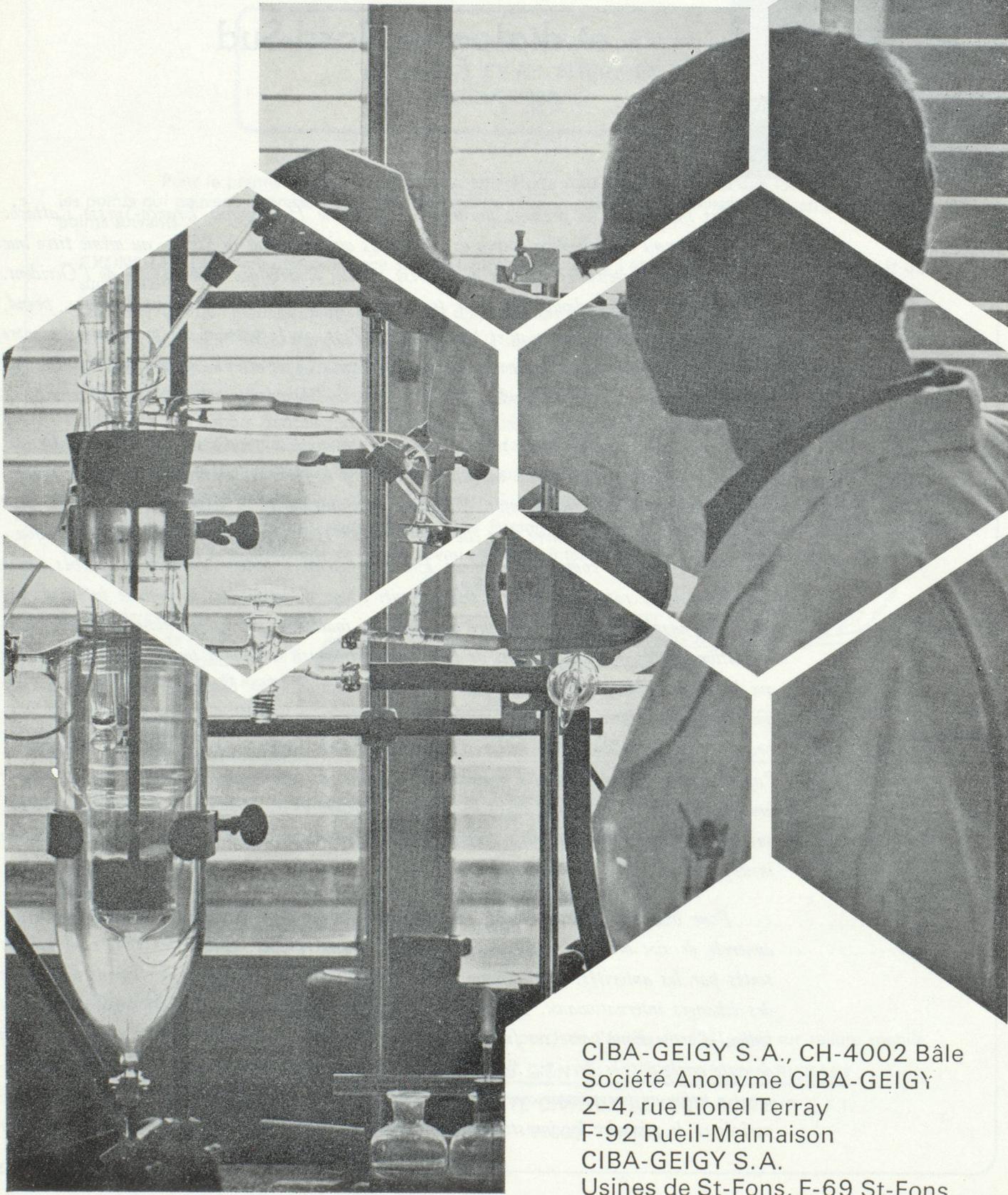
Situation économique de la Suisse et dialogue Nord-Sud

Les thèmes que la présente livraison de la Revue Économique Franco-Suisse s'attache à traiter donnent un judicieux aperçu des difficultés qui assaillent la Suisse, au même titre que ses principaux partenaires, du fait de la crise sociale, économique et monétaire de l'Occident. La notion d'interdépendance, qui a de tout temps caractérisé la vie publique suisse, prend, sous la tempête, un sens nouveau et plus concret. C'est que la plupart des problèmes que notre système économique doit résoudre se posent en termes de relations internationales, avec une acuité qui reflète l'étroite dépendance de la Suisse à l'égard des marchés internationaux.

Hier encore soumise à une surtension de son appareil de production, la Suisse maîtrisait mal une surchauffe qui faisait de son taux de chômage la risée des statisticiens et qui la conduisait, faute de capacités suffisantes, à refuser des commandes. N'importait-elle pas une part appréciable de la main d'œuvre dont elle avait besoin ? En l'espace de quelques mois, la conjoncture s'est renversée, comme ailleurs en Europe. Certains secteurs, durement touchés, sont contraints de se restructurer sans ménagement. Signe d'incertitude, le marché intérieur des capitaux, naguère asséché, a retrouvé une liquidité inattendue, en raison notamment de l'augmentation de l'épargne. La baisse de la consommation est sensible à tous les niveaux, tandis que les investissements industriels sont en forte diminution. Aux facteurs généraux de la crise qui frappent de même manière les économies occidentales et celle de la Suisse, s'ajoute une cause propre à laquelle l'industrie suisse d'exportation s'est montrée particulièrement vulnérable : l'appréciation du franc sur les marchés des devises, de même que les fluctuations de grande amplitude entre les différents cours de change, conséquences du dérèglement de tout un système, ont pénalisé la vente de certains produits suisses traditionnels à l'extérieur dans une mesure insupportable.

Pour beaucoup d'observateurs, le creux de la vague n'est pas encore atteint ; la reprise annoncée de six mois en six mois doit encore se matérialiser, malgré les efforts de relance tentés par les autorités. La guérison de notre économie sera largement fonction de la reprise des échanges internationaux. Pourtant, la politique de lutte contre l'inflation que le Conseil fédéral s'est assigné porte ses fruits, puisque le taux sera vraisemblablement ramené à la fin de cette année à près de 5 %. Sans relâcher pour autant sa vigilance sur ce front, le gouvernement a prévu un programme complémentaire de relance en vue d'aider les secteurs les plus défavorisés et de stimuler les investissements publics et privés. Bien que les perspectives d'avenir

CIBA-GEIGY à l'avant-garde du progrès

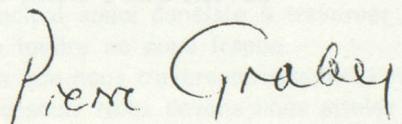


CIBA-GEIGY S.A., CH-4002 Bâle
Société Anonyme CIBA-GEIGY
2-4, rue Lionel Terray
F-92 Rueil-Malmaison
CIBA-GEIGY S.A.
Usines de St-Fons, F-69 St-Fons

ne s'éclairent pas dans l'immédiat, l'image qu'offre l'économie suisse n'incite pas à la résignation.

Il faut être conscient du fait que les conditions de la concurrence internationale seront durablement affectées par la récession actuelle. La revendication des États nouveaux en vue d'un aménagement plus équitable des relations internationales influencera de manière fondamentale l'activité économique mondiale. La Suisse, loin de craindre ces développements si naturels au fond, espère qu'un dialogue approfondi permettra de faire droit aux demandes du Tiers-Monde sans compromettre les besoins des pays développés. La Conférence sur la Coopération Économique Internationale, convoquée à l'instigation de la France, est précisément appelée à jeter les bases de ce nouvel équilibre. La Suisse souhaite pouvoir prendre une part active à la définition de nouveaux rapports entre le Nord et le Sud.

Ainsi le redémarrage attendu de notre expansion acquerra une dimension supplémentaire et proprement politique. La Revue Économique Franco-Suisse offre au lecteur la possibilité de se familiariser avec certaines des préoccupations que je viens d'exposer brièvement : problème de la coopération monétaire, qui mérite d'être renforcée par la création d'une zone de stabilité internationale ; problème de la fiscalité, qui doit être adaptée aux méthodes modernes les plus répandues ; problème de la surveillance des ventes immobilières ; enfin, la question essentielle du rôle de l'État dans l'économie : les structures d'une démocratie libérale, dont le fondement est la participation civique, permettent-elles de prendre les décisions qu'exige l'orientation d'une économie de plus en plus complexe ou faut-il les aménager à cette fin ? C'est un véritable défi que nous nous efforçons de relever. L'expérience de nos amis Français, dans ce domaine comme dans tant d'autres, s'avère des plus utiles ; nous n'en apprécions que davantage le rôle d'institutions comme la Chambre de Commerce Suisse en France, qui entreprennent de faire connaître les soucis de chacun des deux partenaires pour leur permettre, à l'un et l'autre, de tirer le meilleur profit des échanges et des apports réciproques.



Pierre Graber
Président de la Confédération.